

donner au socialisme une force politique autogestionnaire

1. AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE

A travers le mouvement de mai 68 comme dans les luttes sociales qui l'ont prolongé et consolidé, la perspective de l'autogestion s'est imposée en même temps que l'exigence d'une révolution socialiste. Le mouvement populaire n'a pas été bloqué par le maintien de la majorité au pouvoir en mars 73 ; débarrassé des contraintes et des ambiguïtés de la période électorale, il s'est au contraire amplifié : le mouvement des lycéens et des élèves de CET, celui des O.S., celui des paysans, celui des ouvriers de Noguères comme des ouvrières de Cerizay, et surtout le combat historique des travailleurs de Lip ont montré que la jeunesse et la classe ouvrière prenaient de plus en plus conscience qu'il leur était nécessaire et possible de prendre leurs affaires en main.

Comme le PSU l'affirmait en mars 69, le socialisme est actuel, le socialisme est possible. Nous savons maintenant que dans une société telle que la nôtre, il sera autogestionnaire ou qu'il ne sera pas.

Aujourd'hui, des forces politiques qui furent si réticentes devant le mouvement de mai 68, envisagent sérieusement la possibilité de nouveaux mouvements, encore plus larges, capables de faire trembler les fondements du pouvoir de la bourgeoisie, au point de mettre en cause sa nomination et d'engager un processus révolutionnaire de transition vers le socialisme. Car les travailleurs ont bien compris qu'il ne s'agit pas de bâtir des îlots socialistes, dans un lycée, une usine, une région, dans un pays capitaliste : il n'est pas possible de réaliser dès maintenant l'autogestion. Mais le prolongement normal de leurs luttes, parce qu'elles mettent en cause le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie comme le pouvoir patronal, ne peut être que l'autogestion, c'est-à-dire l'organisation de la société tout entière sous la responsabilité des travailleurs.

Le socialisme autogestionnaire apparaît bien ainsi non comme un simple mouvement de pensée, mais comme la meilleure traduction politique du mouvement réel de la classe ouvrière et de tous ceux qui partagent sa volonté de libération et d'émancipation.

Il est clair que dans une société telle que la nôtre, c'est-

à-dire de type européen, la révolution socialiste ne naîtra pas de l'un des pôles historiques où s'est jouée et où se joue encore la rupture avec le système capitaliste. Ni Moscou, ni Pékin, ni La Havane, ne constituent pour nous des modèles. Bien plus, la coexistence pacifique que ces Etats doivent pratiquer (que ce soit pour de bonnes ou de mauvaises raisons) avec le capitalisme et particulièrement le capitalisme américain, serait un frein considérable au mouvement révolutionnaire s'il fallait faire dépendre la construction du socialisme dans notre pays de la relation avec l'un de ces pôles. Et ce n'est pas la moindre raison par exemple de l'évolution réformiste du P.C.F.

Notre marche vers le socialisme peut sans doute profiter des expériences acquises (et il en est d'importantes notamment en Yougoslavie, en Chine ou à Cuba) ; il convient de les analyser dans une confrontation fraternelle, mais ces expériences ne constituent pas pour autant des « modèles ». La révolution socialiste naîtra de la lutte des classes dans notre société : il faut compter d'abord sur nos propres forces.

II. DE NOUVELLES FORCES

Dans le mouvement socialiste, la division est évidente. Elle est le produit d'une longue histoire. Communistes liés ou non à l'URSS, socialistes révolutionnaires, sociaux-démocrates, trotskystes, maoïstes, anarchistes sont encore divisés en multiples tendances. Bien plus, la division entre syndicats et partis a facilité souvent la tâche de la bourgeoisie : pour résoudre les conflits qui concernent l'Etat, elle peut passer brusquement du politique à l'économique, ainsi avec les accords de Grenelle après le mouvement de mai 68. Réciproquement, pour faire passer les crises sociales, la bourgeoisie peut passer de l'économique au politique : les élections de mars 73 (et déjà de juin 68) ont permis de freiner le mouvement populaire et de le canaliser dans des forces connues et bien contrôlées.

Face à l'Etat bourgeois qui sait réaliser l'unité de la classe dominante quand il le faut, on comprend l'aspiration des travailleurs à réaliser leur propre unité : elle apparaît bien comme le seul moyen de vaincre et de briser le système capitaliste.

Mais il est une autre division plus profonde et plus re-

doutable. Elle pèserait lourd aux lendemains de quelque victoire électorale de la gauche qui ne serait pas accompagnée d'un puissant mouvement social. Les travailleurs sont tout à la fois producteurs, consommateurs, habitants et souvent parents. Ils sont jeunes, adultes et vieux, hommes et femmes, français et immigrés. Ils sont encore ouvriers-paysans, citadins, ruraux, etc. En dehors de l'entreprise, le capitalisme s'efforce d'intégrer économiquement, politiquement et idéologiquement les travailleurs dans le système en place : chacun tend à se faire complice de sa propre exploitation sous la pression des besoins, et souvent des faux besoins, que suscite la recherche du profit (type de logement, de consommation, de loisirs, etc.). Bien plus, la domination bourgeoise devient plus subtile : elle fournit à la société ses normes et ses valeurs d'autorité, de hiérarchie, de propriété, etc. L'aliénation des travailleurs redouble d'autant (conception de la famille, sexualité, rapports enfants-parents, etc.).

Aujourd'hui, le passage du capitalisme national au capitalisme multinational, les rivalités internes à la bourgeoisie, la guerre sauvage que se livrent les intérêts privés avec l'appui des Etats bourgeois rendent leurs conditions de vie et de travail de plus en plus insupportables aux jeunes et aux travailleurs. La révolte de la jeunesse scolarisée, des femmes, des minorités nationales, l'entrée en lutte de nouvelles couches sociales (paysans-travailleurs, ouvriers d'origine rurale, immigrés, employés, techniciens, etc.), la réactivation des luttes ouvrières, particulièrement depuis 3 ans, montrent qu'au-delà des contradictions attisées par le système capitaliste, un large mouvement unitaire est en train de se développer, du moins à la base, sinon au sommet.

Ce qui fait la force de la bourgeoisie et qui se traduit par l'unité de l'Etat face à une société « éclatée », peut faire aussi sa faiblesse : voici que s'unissent des couches sociales différenciées ou même naguère hostiles (ouvriers et paysans), voici que se développe majoritairement une nouvelle conscience de classe à partir du constat que l'exploitation sous des formes différentes est la même pour tous, dans l'entreprise comme en dehors. De Lip au Larzac, ce sont les mêmes luttes de contrôle ouvrier qui se développent, qu'il s'agisse de la construction des nouvelles zones urbaines, des aménagements touristiques ou routiers, des problèmes de pollution ou de protection de la nature, ce sont les mêmes luttes de contrôle populaire qui commencent à se développer.

Mais le simple développement des luttes ne suffit pas. Pour ouvrir la voie au socialisme, elles doivent se lier entre elles, prendre une direction commune : **il faut donc que s'affirme un projet unificateur et offensif, capable de répondre en même temps à l'aspiration unitaire immédiate des travailleurs.** Telle est la perspective du socialisme autogestionnaire : c'est le projet politique, mais aussi social et idéologique, qui peut nourrir les luttes actuelles pour le contrôle et les faire déboucher demain, à travers la révolution socialiste, sur le pouvoir des travailleurs.

III. SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE ET UNITE POPULAIRE

Certains tentent de présenter le socialisme autogestionnaire comme une nouvelle source de division. Or, bien au contraire, ce sont ceux qui rejetteraient la perspective de l'autogestion socialiste qui condamneraient la classe ouvrière à la division et à la résignation.

Le socialisme autogestionnaire permet l'unité populaire :

— en permettant à ceux qui subissent l'exploitation capitaliste de mener eux-mêmes la lutte, s'unifiant ainsi face à l'Etat, au patronat et aux possédants ;

— en scellant des alliances de classe sur la base de la société réelle et non en fonction de schémas traditionnels ;

— en assurant l'unification des travailleurs sur des axes de combat cohérents, aujourd'hui contre le capitalisme, demain pour la transition au socialisme ;

— en constituant, à la base et sur les terrains essentiels, des lieux d'unification (au-delà de la division syndicat-parti ou dans les secteurs où il n'existe pas de forme syndicale d'action), qui peuvent servir d'embryons aux organisations de base où s'exercera un jour le pouvoir des travailleurs.

La perspective du socialisme autogestionnaire a une dimension économique elle apparaît dans les formes de gestion et de contrôle mises en oeuvre. Elle a une dimension idéologique et il faut affirmer à cet égard le rôle positif de l'utopie. Mais il importe particulièrement de lui donner une force politique : c'est à ce niveau que se joue l'avenir même du projet autogestionnaire qui peut n'être qu'un rêve du moment s'il ne s'inscrit pas effectivement dans les réalités de l'histoire.

Cet effort pour donner toute sa force politique au courant du socialisme autogestionnaire doit tenir compte du rapport des forces sous ses deux aspects :

— d'une part avec la bourgeoisie,

— d'autre part dans le mouvement socialiste lui-même, qui tire ses divisions et ses contradictions de l'histoire même du mouvement ouvrier international.

Il n'est pas possible de privilégier globalement un aspect par rapport à l'autre, même si des différences peuvent naître de la conjoncture. Le socialisme ne naît pas seulement, les faits l'ont prouvé, de l'affrontement avec la bourgeoisie, mais aussi de l'effort continu pour affirmer une ligne dominante aux lendemains d'une prise du pouvoir. **Il faut donc affirmer non comme contradictoires, mais comme complémentaires et indissolublement liées :**

1. L'union des forces populaires ;
2. L'autonomie du courant autogestionnaire.

Le socialisme autogestionnaire n'est pas une opinion passagère, liée aux circonstances, une sorte de vernis pour embellir une marchandise déjà connue. C'est la réponse actuelle au mouvement de la lutte des classes dans notre société.

Il ne s'agit donc pas d'inscrire l'autogestion dans quelque chapitre d'un programme gouvernemental. Elle sera mise en place par les travailleurs eux-mêmes et non pas octroyée par un gouvernement (qui aurait par contre à créer les conditions légales de ce nouveau pouvoir). Si l'autogestion ne peut être « programmée », par contre, il est nécessaire qu'en relation avec les luttes menées par les travailleurs, soit élaborée une plate-forme politique qui assurera leur unité offensive contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. C'est sur cette base qu'un accord peut se faire entre les diverses organisations politiques ou syndicales liées aux travailleurs.

IV. FORCE POLITIQUE ET MOUVEMENT AUTOGESTIONNAIRE

L'instauration de l'autogestion dépendra des travailleurs. Encore faut-il qu'ils en aient les moyens. Cette question ne se pose pas seulement pour demain : elle se pose dès aujourd'hui. Si le socialisme autogestionnaire ne s'inscrit pas effectivement dans le rapport des forces, il sera réduit à un état d'esprit, à une simple fumée.

C'est poser le problème de l'organisation politique : il ne se résoudra pas dans des textes ou des affirmations ; il faut créer dans les faits les conditions qui permettront de le résoudre. A nos yeux, deux conditions sont nécessaires :

a) Construire dès aujourd'hui une puissante force politique autogestionnaire :

Le PSU s'est donné ce but Le PSU depuis son Congrès de Toulouse en décembre 72 et c'est sur cette base qu'il s'est associé avec trois autres organisations (AMR - CIC - Objectif Socialiste) pour fonder le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste. Il faut passer désormais de l'intention à la réalité. Pour atteindre ce but, le PSU est prêt à se mettre en cause lui-même, comme organisation. Mais cela ne dépend pas que de lui. Pour mener à bien cette tâche, le PSU est prêt à s'ouvrir dès aujourd'hui à tous ceux qui sont prêts à participer directement à son combat, qu'il s'agisse de tous ceux, souvent politiquement inorganisés qui, en accord avec son projet politique, refusent de rejoindre un parti dont les structures resteraient de type traditionnel, ou qu'il s'agisse des militants des groupes qui, avec le PSU, ont fondé le CLAS (ceux-ci pourraient au demeurant conserver une expression propre s'ils le souhaitent).

b) Développer un vaste mouvement autogestionnaire dont cette force politique sera partie intégrante.

Un tel mouvement ne naîtra pas de l'agitation superficielle des états-majors ou des groupuscules. Il doit se construire sur les fondements mêmes de la lutte des classes aujourd'hui. Il se développera donc à partir des

luttes sociales et des sensibilités individuelles ou collectives qui ne se manifestent pas toujours à travers des luttes, mais dans la conscience d'une oppression ou d'une aliénation de plus en plus insupportable.

Ce mouvement a besoin de points d'appui concrets (campagnes d'opinion, actions coordonnées, assemblées-débats, soutien des luttes, expériences dans un secteur déterminé) Le PSU est prêt à les élaborer dans le respect absolu des formes d'action et d'organisation de chacun et quelle que soit l'importance numérique des divers groupements, avec tous ceux qui situent leur action dans la perspective du socialisme autogestionnaire : organisations politiques ou syndicales, groupes de pensée, mouvements de jeunes, organisations d'action locale ou régionale, organisations familiales, sociales, culturelles, centres d'expression (revues, groupes) ou d'animation (groupes sportifs, artistiques, etc.).

Un tel mouvement ne manquerait pas d'avoir des répercussions au-delà de nos frontières, et particulièrement en Europe : l'avenir du socialisme autogestionnaire, nous le savons bien, dépend largement de la dimension européenne qu'il sera capable de prendre.

Pour fonder un tel mouvement, il ne s'agit pas d'élargir le CLAS, mais d'en changer la nature (ce qui implique probablement un sigle nouveau). Le mouvement pour l'autogestion socialiste sera surtout un centre d'initiatives, capable de poursuivre des actions significatives, sur une large base et très décentralisée. Susceptible de prendre une forme locale ou régionale comme une forme nationale, un tel centre permettrait de rechercher de nouvelles formes d'organisation, capables de réconcilier les travailleurs avec l'action et la réflexion politique. **Le socialisme s'est enfermé dans un carcan d'habitudes, de rites et de traditions. Il faut le briser.** Il faudra coordonner divers types d'intervention (syndicale, familiale, culturelle, artistique, etc.) et divers types de groupements (certains temporaires, d'autres permanents, certains purement locaux, d'autres régionaux ou nationaux, etc.). Il faudra établir des lieux et des moyens de confrontation, décentraliser les décisions, constituer des groupes de base vivants et efficaces. Il faudra fonder le mouvement dans des entreprises comme dans des écoles ou dans des quartiers. **Son avenir dépendra aussi bien de la liberté d'imaginer que de la capacité à prendre en charge les réalités vécues par les jeunes et par les travailleurs.**

Telles sont les deux grandes orientations que le PSU entend mettre en œuvre dans la période à venir. Elles impliquent de nombreux contacts, des initiatives, des efforts de coordination : le PSU en fera le bilan lors de son prochain Congrès.